

L'Europe pour laquelle je m'engage

Fabienne Keller

Députée européenne
Questeure du Parlement européen

**renew
europe.**

DÉLÉGATION
**L'EUROPE
ENSEMBLE**
AU PARLEMENT EUROPÉEN



Cher amis,

Depuis le début de mon engagement, j'ai à cœur de promouvoir et de porter l'idée européenne. En tant qu'Alsacienne, j'ai depuis toujours, vécu l'Europe comme une chance. **En tant que Strasbourgeoise, je vis l'Europe comme une évidence.**

Les crises que nous avons traversées ces derniers mois ont montré à quel point le projet européen prend tout son sens. **Unis, les Européens sont plus forts.** Pandémie, guerre en Ukraine, hausse des prix de l'énergie : depuis 3 ans, l'Europe a été confrontée à des crises inédites. Pour y faire face, la solidarité et la coopération entre États membres ont été notre force.

Les élections européennes de 2019 ont montré un regain d'intérêt des citoyens pour l'avenir de l'Union européenne, même si l'enjeu démocratique demeure fort. Près de 60% des députés au Parlement européen ont été renouvelés.

Je suis fière aujourd'hui de faire partie d'une assemblée jeune, paritaire et diverse.

En janvier 2022, j'ai eu l'honneur d'être élue Questeuse par mes collègues. Avec cette mission, j'ai à cœur de mettre en valeur la diversité géographique et politique de notre assemblée et d'**affirmer le siège de Strasbourg, capitale européenne, consciente de son histoire et symbole d'une Europe polycentrique.**

Au Parlement, je siège au sein de deux commissions importantes. La Commission des Libertés Civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) où je travaille notamment sur les politiques européennes d'asile et de migration et la protection de l'État de droit en Europe. Je siège également en Commission des Budgets (BUDG) dont le rôle principal est d'examiner, négocier et adopter le budget annuel et pluriannuel de l'Union européenne.

Je suis convaincue que le travail parlementaire est indissociable des échanges avec les acteurs de terrain. C'est pourquoi depuis le début de mon mandat je m'attache à multiplier les rencontres avec les citoyens, les représentants de la société civile ainsi qu'avec mes collègues partout en Europe.




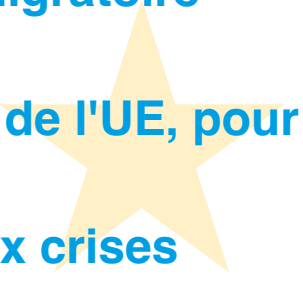


Par sa nature, le mandat de député européen est riche et enthousiasmant. En quatre ans, j'ai régulièrement rendu compte de mon action au Parlement européen, de mes rencontres et des avancées obtenues avec mes collègues. **Il me paraît important aujourd'hui de vous présenter un premier bilan.**

Je vous souhaite une bonne lecture !

Amitiés européennes,

Fabienne Keller



- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 6-7 Le fonctionnement du Parlement Européen
- 8-9 L'Europe Ensemble
- 10-15 Affirmer le siège de Strasbourg,
Capitale européenne**
- 16-17 **Protéger nos valeurs**
- 18-19 **Répondre au défi migratoire**
- 22-23 **Négocier le budget de l'UE, pour les citoyens**
- 24-27 **Rester unis face aux crises**
- 28-29 **Faire de l'Europe une puissance verte**
- 30 Mon mandat en chiffres
- 31 La Présidence française du Conseil de l'UE
- 34 Visitez le Parlement européen !



Sommaire

Le fonctionnement du Parlement européen

Le Parlement européen

Le Parlement européen est l'institution européenne qui porte la voix des citoyens européens. Il est composé de 705 députés élus au suffrage universel direct, représentant les 27 pays de l'Union européenne.

Avec le Conseil et la Commission européenne, il fait partie des trois organes décisionnaires des politiques européennes. En Europe, aucune des grandes orientations n'est prise sans l'aval du Parlement européen. En tant que co-législateur, il peut exercer un contrôle sur l'action de la Commission.

Les députés européens travaillent les textes en commission thématiques avant de les voter en session plénière, une semaine par mois, à Strasbourg.

Pour ma part, je sié debate au sein de la Commission des Libertés Civiles, de la Justice et des Affaires Intérieures (LIBE) et la Commission des Budgets (BUDG).

705
députés

renew europe. Le groupe Renew Europe

Les députés européens sont répartis en groupes politiques.

Je sié debate au sein du groupe Renew Europe, le 3ème en nombre de sièges, qui regroupe les centristes européens. Présidé par Stéphane Séjourné, notre groupe a une position centrale au Parlement européen qui nous permet d'avoir une plus grande influence sur les textes et un poids souvent décisif sur les votes.

Avec les trois autres principaux groupes (PPE, S&D et Les Verts) nous essayons, sur chaque texte, de construire des compromis afin de prendre en compte les avis de chacun. Ainsi, les textes finalement adoptés en session plénière bénéficient d'une majorité large et reflètent au mieux les préoccupations des citoyens européens.

●	GUE	La gauche radicale.	39
●	S&D	Les socialistes.	145
●	ALE	Les écologistes.	71
●	RE	Les centristes.	103
●	PPE	La droite.	176
●	CRE	Les conservateurs.	64
●	ID	L'extrême droite.	65
●	NI	Les non-inscrits.	42

Agir pour les droits des femmes : le Pacte Simone Veil

La proportion de femmes députées au Parlement européen augmente à chaque élection. En 1979 il y avait 15,2% de femmes. **Aujourd'hui, nous sommes 40,4% à siéger dans l'hémicycle.** Une représentation supérieure à la moyenne des Parlements dans le monde et en Europe.

Pour autant, nous devons continuer à agir pour augmenter la représentation des femmes au Parlement européen, dans les autres institutions et dans les entreprises. Avec mon groupe Renew Europe nous nous mobilisons pour cela au quotidien. C'est pourquoi nous avons lancé **le Pacte Simone Veil** en mars 2020. Ce pacte engage les signataires à protéger les droits d'accès à l'IVG, lutter contre toutes les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à assurer la parité à tous les niveaux politiques.

La Questure

En janvier 2022, j'ai été élue par mes collègues **Questeure du Parlement européen**. Les cinq Questeurs ont pour mission de faire le lien entre les députés et l'administration de l'institution. Ainsi, nous siégeons au Bureau du Parlement européen, aux côtés de **la Présidente Roberta Metsola** et des 15 Vice-Présidents. Avec le Bureau et la Conférence des Présidents, le collège des Questeurs participe à **la gouvernance du Parlement européen**, en organisant les travaux des députés, le calendrier législatif et les questions administratives.

Au sein du collège des Questeurs, je suis chargée en particulier des questions de sécurité et d'accès au Parlement. Je participe également au comité chargé d'examiner les plaintes pour harcèlement et je gère les formations proposées aux députés.

Je suis **fière de remplir cette mission** pour faciliter le travail de mes collègues, afin que chacun puisse mener à bien son mandat au service des citoyens européens. Avec l'ensemble du Bureau, le Parlement s'engage pour porter l'esprit d'une assemblée tournée vers les citoyens.

En décembre 2022, une enquête a révélé un scandale de corruption impliquant des membres du Parlement européen. **La Présidente Roberta Metsola**, la Conférence des Présidents et le Bureau ont vivement dénoncé ces agissements, et engagé un plan d'action en 14 points. Ce plan porte notamment sur les obligations de transparence, les influences extérieures, les déclarations des députés et la création d'un organe d'éthique. L'ensemble des mesures seront mises en œuvre avant juin 2023.



40,4%

de femmes siègent dans l'hémicycle

En tant que Questeure, je porte l'ambition d'un Parlement à l'image d'une Europe riche de sa diversité et consciente de son Histoire. Strasbourg incarne cette dimension et je suis pleinement engagée pour qu'elle continue à jouer son rôle.

— Fabienne Keller



Ensemble pour une renaissance de l'Europe

Renew Europe, acteur central du Parlement européen

Avec 50,6%, la participation aux élections européennes de 2019 a enregistré une hausse par rapport aux élections précédentes. Cela montre un regain d'intérêt des citoyens européens pour l'avenir de l'Union.

En donnant au groupe Renew Europe une force de 103 élus, les citoyens européens ont mis fin à plusieurs années de majorité des Conservateurs et des Socialistes au Parlement européen et exprimé ainsi leur volonté de changer l'Europe.

Troisième groupe de l'hémicycle en nombre de sièges, notre groupe est, de fait, un acteur déterminant dans les négociations des textes. Le plus souvent, aucune majorité n'est possible sans l'accord de notre groupe, ce qui nous permet d'influer sur l'orientation des décisions.

L'Europe Ensemble : une délégation engagée

Lors des élections européennes de 2019, la liste Renaissance conduite par Nathalie Loiseau regroupe plusieurs partis de la majorité présidentielle : La République en Marche, Agir la Droite constructive, le MoDem et le Mouvement radical. **Avec un score de 22% des voix nous obtenons ainsi 23 sièges au Parlement européen.**

La délégation Renaissance devient L'Europe Ensemble en juillet 2022. Forte de ses 23 membres, **elle est l'une des plus importantes délégations du Parlement européen.**

La diversité des profils qui composent notre délégation permet de s'investir sur l'ensemble des sujets européens. En effet, **nous sommes présents dans toutes les commissions parlementaires.**



Pour aller plus loin

3 priorités de notre groupe :

Protéger
la démocratie et l'État de droit en Europe.

Agir
contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement.

Assurer
la souveraineté économique, énergétique et stratégique des Européens.

94%

C'est le pourcentage de textes du groupe Renew Europe adoptés par le Parlement européen.



Stéphane Séjourné a été élu Président du groupe Renew Europe à la suite de Dacian Cioloș en octobre 2021.



Ancien directeur des rédactions de la chaîne France Ô, **Stéphane Bijoux** a l'outre-mer au cœur. Il est particulièrement investi au sein de la Commission du Développement (DEVE) et de la Commission du Développement régional (REGI).



Avant son élection au Parlement européen, **Gilles Boyer** était conseiller spécial d'Édouard Philippe, Premier ministre. Il porte la voix de notre groupe au sein de la Commission du contrôle budgétaire (CONT) dont il est Vice-Président mais aussi en Commission des affaires économiques et monétaires (ECON).



Élue locale à Cassis, **Sylvie Brunet** est passionnée par les questions sociales. Elle porte la voix des plus fragiles au sein de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales (EMPL) et de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM).



Ancien Ministre et Directeur de WWF France, **Pascal Canfin** porte ses convictions environnementales au sein de la Commission pour l'Environnement (ENVI) dont il assure la Présidence.



Première femme à boucler un tour du monde à la voile en solitaire, **Catherine Chabaud** est une navigatrice accomplie et passionnée. Elle se bat au Parlement européen pour protéger les océans, notamment au sein des Commissions du Développement (DEVE), de la Pêche (PECH) et de l'environnement (ENVI).



Avocate engagée auprès d'Emmanuel Macron depuis ses débuts, **Ilana Cicurel** a lancé en 2018 le collectif « Je m'engage pour l'école ». Elle porte les sujets d'éducation au sein de la Commission de la culture et de l'éducation (CULT) et la Commission des Affaires juridiques (JURI).



Un agriculteur au Parlement européen ! **Jérémy Decerle** est éleveur de vaches charolaises et conseiller municipal de Chevagny-sur-Guye en Saône-et-Loire. Il met son expérience de terrain et sa passion des territoires au service des politiques européennes au sein de la Commission de l'Agriculture et du développement rural (AGRI).



Élue locale à Pau aux côtés François Bayrou, **Laurence Farreng** est passionnée des politiques culturelles. Elle siège naturellement en Commission de de la culture et de l'éducation (CULT) ainsi qu'en Commission du Développement régional (REGI).



Européen convaincu, **Sandro Gozi** a été Secrétaire d'État aux Affaires européennes au sein du Gouvernement de Matteo Renzi en Italie. Il siège en Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) et en Commission des affaires constitutionnelles (AFCO).



Ancien journaliste, **Christophe Grudler** a été élu local à Belfort. Il est passionné des questions d'énergie, d'industrie et de recherche. Il est membre de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) et de la Commission des affaires étrangères (AFET).



Journaliste spécialiste de géopolitique notamment auprès de France Inter et du Monde, **Bernard Guetta** est un européen passionné. Il siège en Commission des affaires étrangères (AFET) et en Sous-commission des droits de l'homme (DROI).



Élue locale en Mayenne, **Valérie Hayer** siège en Commission des Budgets (BUDG) mais aussi en Commission des affaires économiques et monétaires (ECON). Depuis novembre 2021, elle est co-présidente de la délégation L'Europe Ensemble avec Marie-Pierre Vedrenne.



Océanographe et élu local à Brest, **Pierre Karleskind** est Président de la Commission de la Pêche (PECH) et co-président de l'intergroupe LGBTI+ du Parlement européen. Il est très engagé pour la protection des minorités en Europe.



Au sein de la Commission des Libertés Civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE), je porte tout particulièrement le sujet de la migration en Europe et les problématiques liées au respect de l'Etat de droit. Je siège également en Commission des Budgets (BUDG).



Ancienne Ministre des Affaires européennes, **Nathalie Loiseau** a conduit notre liste Renaissance aux élections européennes de 2019. Elle est membre de la Commission des affaires étrangères (AFET), de la Commission spéciale sur l'ingérence étrangère (INGE) et préside la sous-commission Sécurité et Défense (SEDE).



Elu local en Martinique, **Max Orville** a rejoint notre délégation en mai 2022 à la suite de la nomination de Chrysoula Zacharopoulou au Gouvernement. Il siège en Commission de l'Emploi et des Affaires sociales (EMPL) et en Commission des Affaires Constitutionnelles (AFCO).



Ancien Maire de Valenciennes, **Dominique Riquet** est élu député européen depuis 2009. Il porte sa passion des transports au sein de la Commission du transport et tourisme (TRAN) et la Commission de l'Industrie (ITRE).



Proche conseiller d'Emmanuel Macron, **Stéphane Séjourné** siège en Commission des Affaires juridiques (JURI). Le 19 octobre 2021, il est élu Président du groupe Renew Europe.



Irène Tolleret est vigneronne dans l'Hérault. Au Parlement européen, elle siège en Commission du développement régional (REGI) et elle co-préside l'intergroupe Vins et Spiritueux. Elle siège également en commission de l'Agriculture et du Développement Rural (AGRI).



Cancérologue et élue régionale à Lyon, **Véronique Trillet-Lenoir** est spécialiste des sujets de santé. Elle est membre de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI) et de la Commission spéciale sur la pandémie de COVID-19.



Implantée en Bretagne, **Marie-Pierre Vedrenne** est Vice-Présidente de la Commission du commerce international (INTA) et la commission de l'emploi (EMPL). Avec Valérie Hayer, elle co-préside la délégation L'Europe Ensemble.



Enseignante puis proviseure en Seine-et-Marne, **Salima Yenbou** est élue députée européenne en 2019. Après avoir été membre du groupe des Verts, elle rejoint Renew Europe en 2022. Elle siège en Commission des affaires étrangères (AFET).



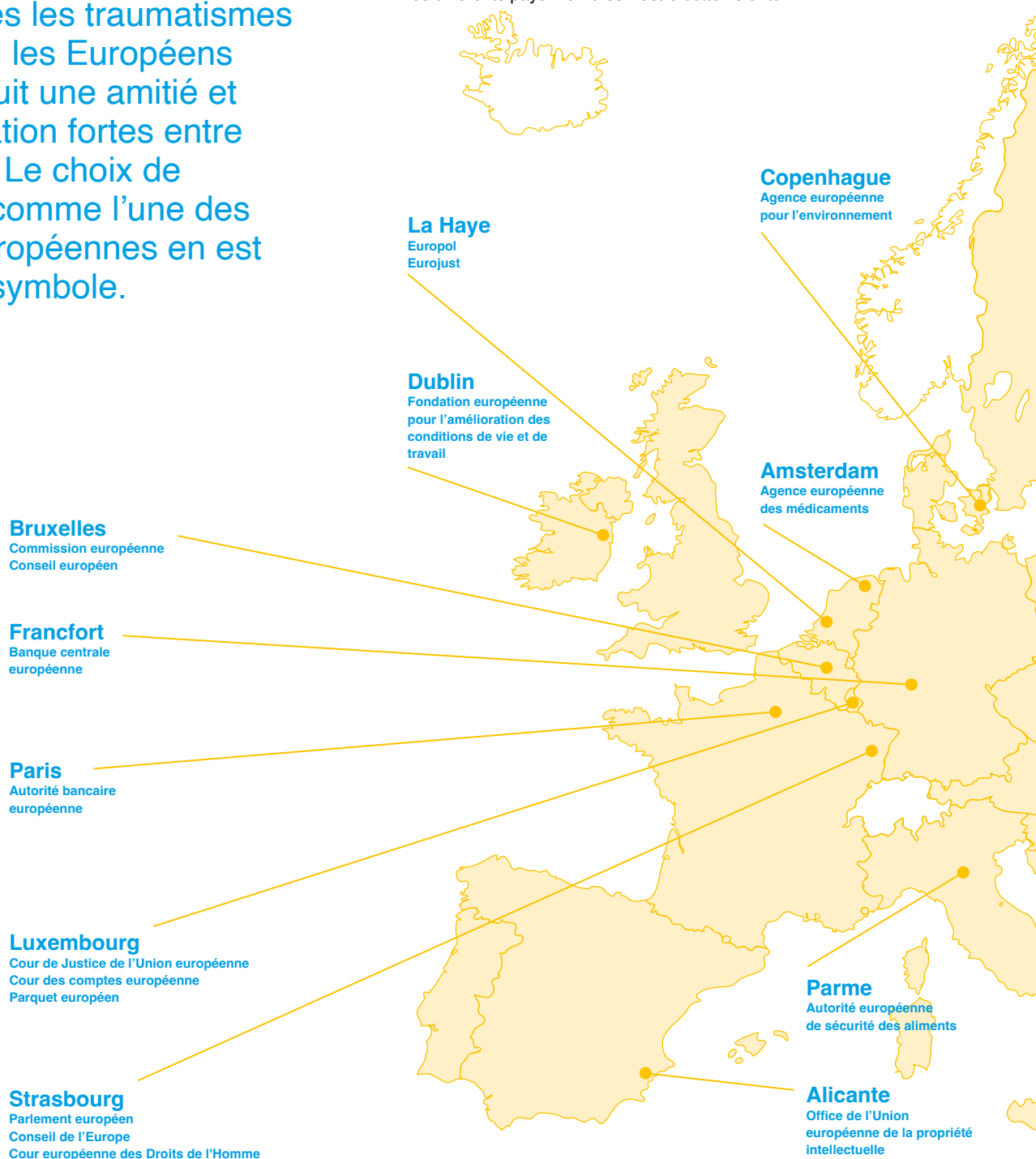
Élue régionale en Normandie. Ancienne Maire de Saint-Contest, **Stéphanie Yon-Courtin** siège en Commission des affaires économiques et monétaires (ECON) et en Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO).

Strasbourg, capitale européenne

La construction européenne est, par nature, diverse : politiquement, culturellement et géographiquement. Depuis 1945 et après les traumatismes des guerres, les Européens ont reconstruit une amitié et une coopération fortes entre les peuples. Le choix de Strasbourg comme l'une des capitales européennes en est le fruit et le symbole.

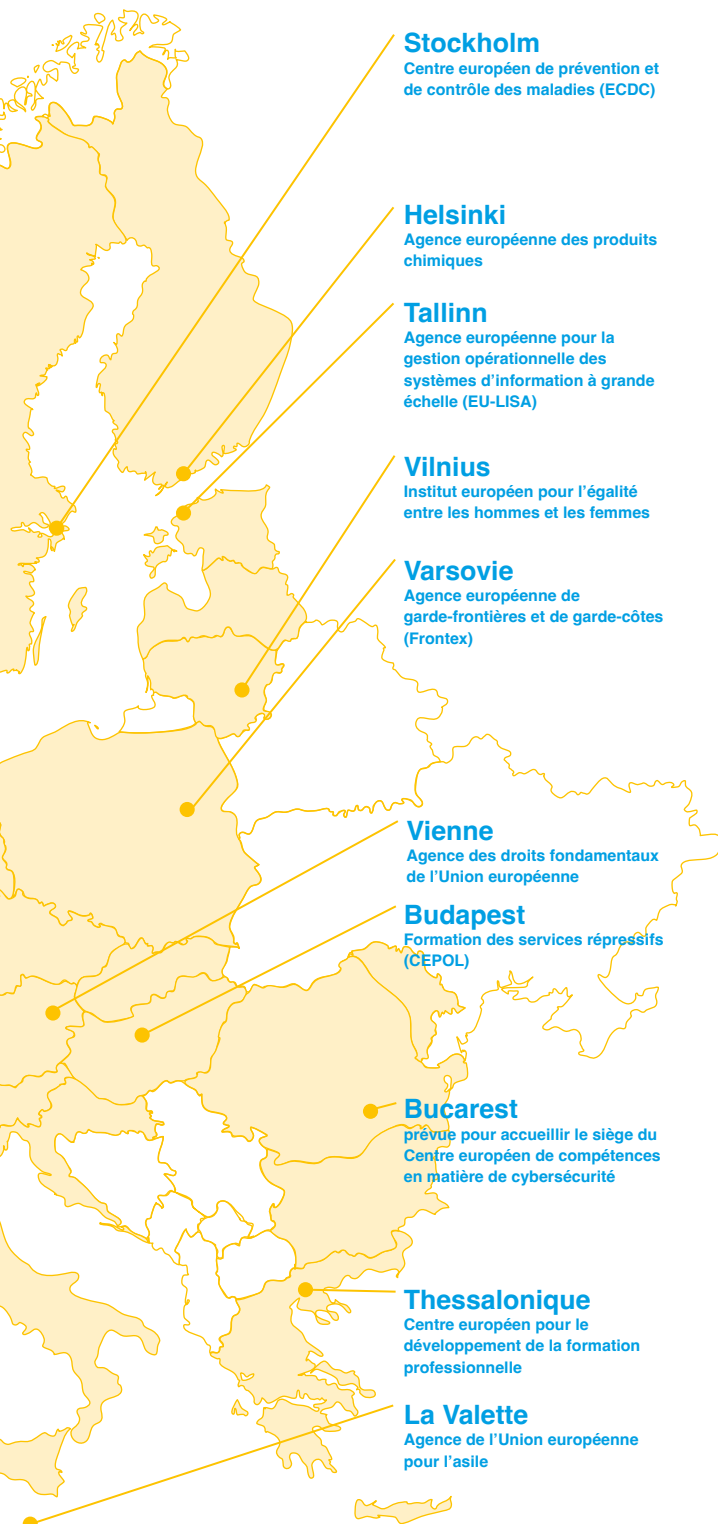
Un héritage historique

Ville frontière qui changea cinq fois de nationalité en 75 ans et qui fut le théâtre de nombreux combats, **Strasbourg incarne les drames vécus dans de nombreux territoires européens**, la fracture entre les peuples mais aussi leur réunification. La ville a ainsi acquis une légitimité historique et politique qui donne corps au projet européen. C'est pour cela que, dès 1948, elle est choisie pour accueillir l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe comme symbole de la réconciliation franco-allemande. L'idée des Pères fondateurs de l'Europe est de tirer les leçons du passé en respectant l'Histoire et la spécificité de chaque territoire, chaque ville, chaque peuple. **C'est le début de l'Europe polycentrique**, qui reste aujourd'hui un élément important de la construction européenne. La recherche d'un équilibre des institutions et agences européennes entre les différents pays membres illustre cette volonté.



Une nécessité démocratique

Le Parlement Européen est un organe indépendant de l'Union européenne, séparé des pouvoirs exécutifs (Commission européenne) et judiciaires (Cour de Justice de l'Union européenne). La tenue des sessions plénières à Strasbourg est un gage d'indépendance pour le Parlement européen. Loin de la « bulle » de Bruxelles où sont regroupés lobbies, fonctionnaires et technocrates, il incarne ainsi sa mission première : **faire entendre la voix des citoyens**.



Un équilibre géographique

Dès ses débuts, le Parlement européen adopte une organisation sur plusieurs sites, afin de respecter cet équilibre géographique.

- Le siège à **Strasbourg**, où se tiennent une semaine par mois les séances plénières : tenue des débats sur des sujets majeurs de politique européenne, accueil des chefs d'État et de gouvernement et invités exceptionnels, vote des textes et résolutions.
- Un lieu de travail à **Bruxelles** où se tiennent les réunions de commissions thématiques et les réunions des groupes politiques.
- Un lieu de travail à **Luxembourg**, qui accueille le Secrétariat Général et l'administration.

En tant que Maire, j'ai eu l'honneur d'accueillir à Strasbourg les représentants des nouveaux États membres de l'Union européenne. Slovaquie, Chypre, Pologne, Lituanie, République tchèque, Lettonie, Hongrie, Estonie, Slovénie, Malte en 2004. Bulgarie et Roumanie en 2007. Cela m'a permis de tisser des liens forts avec les Maires des grandes villes de ces pays. Cette expérience a forgé en moi la conviction de la richesse que représente la diversité des territoires européens et l'importance du respect de chacun. C'est cet esprit qu'incarne Strasbourg l'européenne.

Un engagement constant

Pourtant, l'équilibre géographique fait régulièrement l'objet d'attaques politiques. Pour certains esprits démagogiques, chaque crise est une occasion pour attaquer le fonctionnement du Parlement européen et le siège de Strasbourg. **Depuis le début de mon mandat en 2019, je me bats avec détermination pour convaincre mes collègues et rétablir certaines vérités.**

Non, le siège du Parlement européen n'est pas un scandale écologique. De par ses infrastructures vertueuses, le site de Strasbourg est bien plus économe en énergie que les bâtiments de Bruxelles. Ainsi donc, les sessions à Strasbourg contribuent davantage à réduire la facture énergétique qu'à l'augmenter.

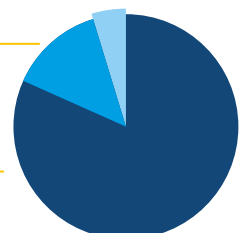
Sur le total des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie (Gaz naturel, pétrole, chauffage urbain, électricité) celles du bâtiment de Strasbourg ne représentent que 5%. **Sur le total de l'empreinte carbone du Parlement européen, le fonctionnement du siège de Strasbourg ne représente que 14,9%.**

Consommation d'énergie du parlement européen

5% Strasbourg

13%
Luxembourg

82%
Bruxelles



La voix de la France

Depuis son élection en 2017, **Emmanuel Macron s'engage pour affirmer le siège de Strasbourg et promouvoir le polycentrisme en Europe.** Il est profondément attaché au respect de l'équilibre entre les institutions et agences européennes.

Je défends mordicus l'idée que le Parlement européen doit se réunir à Strasbourg. Si on accepte que le Parlement européen ne se réunisse qu'à Bruxelles, on est foutu, car dans dix ans tout sera à Bruxelles. Et les gens ne se parleront plus qu'entre eux à Bruxelles. Or l'Europe ce n'est pas cette idée-là.

– **Le Président Emmanuel Macron**
devant des étudiants à Vilnius (Lituanie),
le mardi 29 septembre 2020

Strasbourg peut compter sur le soutien du Gouvernement français, particulièrement engagé sur le sujet, et sur celui des collectivités locales. La Présidente du Parlement européen Roberta Metsola est également très attachée au respect de l'équilibre géographique et démocratique de l'institution.

L'Europe ce n'est pas seulement Bruxelles. C'est 27 pays, 27 capitales, 398 villes de plus de 100 000 habitants et près de 89 000 communes, une grande diversité de territoires et d'histoires, de Nicosie à Barcelone, de Stockholm à Grande Canarie.

Afin de renforcer le siège de Strasbourg les collectivités locales et le gouvernement français se sont mobilisées pour proposer un nouveau bâtiment au Parlement européen. Celui-ci, construit à proximité du Parlement européen, permettrait d'apporter plus d'espace pour améliorer les conditions de travail des députés et satisfaire l'activité croissante du site. Un projet sur lequel je suis particulièrement mobilisée car ce serait une étape positive dans l'affirmation du siège de Strasbourg.

Pour toutes ces raisons, je continue de me battre au Parlement européen et partout ailleurs afin de convaincre sur ce sujet qui me tient particulièrement à cœur.



Le 22 novembre 2022, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec la Première ministre Elisabeth Borne. Elle a rappelé son engagement et sa détermination pour défendre et affirmer le siège de Strasbourg.

À Strasbourg, l'Europe c'est aussi...

Le Conseil de l'Europe. Créé à la sortie de la guerre, avant la Communauté Européenne, il rassemble 46 pays membres et représente plus de 600 millions de citoyens. Il a pour objectif de veiller notamment à l'application des dispositions de la Convention européenne des Droits de l'Homme, grâce à la **Cour européenne des Droits de l'Homme**, dont le siège est également à Strasbourg.

Son Assemblée Parlementaire est considérée comme la première assemblée commune européenne. Elle est composée de 324 membres issus des parlements nationaux de chaque pays. Ils traitent principalement des questions de démocratie, de droits de l'homme, d'égalité et de développement durable.



Faire vivre la démocratie européenne à Strasbourg

Dès le début de mon mandat, j'ai eu à cœur de rendre plus vivante la présence européenne à Strasbourg. C'est pourquoi j'organise régulièrement les rencontres du Forum Européen Citoyen dans l'idée de rapprocher les citoyens des institutions et de les sensibiliser aux enjeux des politiques européennes.

Brexit, politique industrielle, guerre en Ukraine, État de droit, environnement : les 22 rencontres organisées depuis septembre 2019 ont été l'occasion de riches échanges sur de nombreux sujets.







Protéger les valeurs européennes



Le recul de l'État de droit en Europe

Depuis plusieurs années, des gouvernements populistes et conservateurs au pouvoir démantèlent l'État de droit et s'attaquent aux contre-pouvoirs.

En Hongrie et en Pologne, les exemples nombreux de recul des libertés ont des conséquences désastreuses pour les citoyens européens : le pouvoir politique influence sur les décisions de justice, les médias libres sont intimidés, les homosexuels sont victimes de campagnes de haine outrancières.

Face à ces attaques, **je suis pleinement mobilisée, avec mon groupe, pour protéger nos valeurs.**



L'État de droit, c'est quoi ?

C'est un principe fondamental de l'Union européenne.

L'État de droit est un système politique où le respect de la règle et du droit prime.

Il se caractérise par **la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté des médias, le respect des libertés individuelles, le refus de l'arbitraire.**

La conditionnalité « État de droit »

Une grande victoire pour le Parlement européen ! Depuis le **1er janvier 2021**, l'ensemble des fonds européens, y compris les 750 milliards d'euros du Plan de relance, sont conditionnés au respect de l'État de droit.

Le principe est simple : **pas un euro ne doit aller dans la poche des populistes** qui ne respectent pas les valeurs fondamentales de l'Union. Pour la première fois, des sanctions importantes ont été décidées :

- **Le 1er juin 2022**, la Commission a conditionné le versement des 35 milliards d'euros du Plan de relance polonais à la mise en œuvre de réformes de son système judiciaire.
- **Le 12 décembre 2022**, l'UE a suspendu 6,3 milliards d'euros de fonds européens et 5,8 milliards d'euros du Plan de relance européen à la Hongrie, tant que le gouvernement ne se conforme pas à 27 exigences sur la réforme de la justice et la lutte anti-corruption.

Soutenir les journalistes et les juges engagés

L'Union européenne a un rôle majeur à jouer pour **soutenir les acteurs qui se battent au quotidien en faveur de nos valeurs communes**. C'est ma conviction profonde. Dans certains pays, il n'existe déjà plus de médias indépendants et les juges qui s'opposent au pouvoir en place sont suspendus. Depuis le début du mandat, je multiplie les déplacements à la rencontre des acteurs engagés sur le terrain pour lutter contre ces dérives, notamment en Pologne et Hongrie.

Objectif :

bâtir un réseau de soutien et de partage de bonnes pratiques au niveau européen.

C'était notamment l'idée du **Séminaire sur l'État de droit** que j'ai organisé en septembre 2021 à Strasbourg et en septembre 2022 à Varsovie, en présence de juges polonais et hongrois suspendus par leurs gouvernements, de journalistes indépendants et du Commissaire européen à la Justice Didier Reynders.

En juillet 2021, je me suis rendue à Budapest, en Hongrie.

Avec une délégation de mon groupe, nous sommes allés à la rencontre d'élus d'opposition et d'associations qui luttent pour défendre leurs droits. Nous avons également eu la chance de participer à la Marche des Fiertés dans ce pays où les minorités sont discriminées.



À Strasbourg avec **Didier Reynders**, Commissaire européen à la Justice, en septembre 2021.



À Varsovie, en septembre 2022, rencontre avec des acteurs qui se battent pour défendre l'État de droit en Pologne.



Avec mes collègues **Pierre Karleskind** et **Valérie Hayer** lors de la Marche des Fiertés de Budapest, le 24 juillet 2021.

Répondre au défi migratoire avec efficacité et humanité

La crise des réfugiés de 2015, en conséquence de la guerre en Syrie, a révélé l'inefficacité de la politique européenne d'asile, le manque de coopération et de confiance entre États européens.

Si j'ai choisi ce sujet en arrivant au Parlement européen, c'est avec la conviction profonde que l'Union européenne est l'échelle pertinente pour répondre au défi migratoire.

– Fabienne Keller

Des avancées importantes depuis 3 ans

- Depuis 2019, nous avons impulsé plusieurs décisions majeures :
- l'accueil de plus de 4,6 millions de réfugiés ukrainiens dans l'UE grâce à l'activation de la « Protection Temporaire ».
 - la création d'une agence européenne de l'asile dotée d'agents de terrain pour épauler les États sous pression migratoire.
 - la mise en place d'un mécanisme de solidarité temporaire pour aider les États qui accueillent beaucoup de migrants, obtenu sous Présidence française du Conseil de l'UE en juin 2022.

Un nouveau pacte Asile-Migration

La réforme de la politique européenne d'asile et de migration est l'un de mes principaux sujets de travail au Parlement européen.

Je défends en particulier la solidarité entre les pays européens pour assurer un partage équitable des responsabilités, une simplification et une accélération des procédures d'asile, notamment pour les personnes manifestement non-éligibles à l'asile, le renforcement du contrôle des frontières extérieures, l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays tiers d'origine et de transit des migrations.

La migration en chiffres (2022)

2,7 millions
nombre de réfugiés dans l'UE, soit 0,6% de la population de l'UE (447 millions d'habitants).

9%
part des demandeurs d'asile dans les ressortissants d'un pays tiers présents sur le sol européen.
Une grande majorité dispose d'un titre de séjour « travail » (45%), « famille » (24%), « étudiants » (12%).

Métiers fortement employeurs de ressortissants de pays tiers :
services à la personne, agents d'entretien, bâtiment, industrie, restauration.

Mes responsabilités :

- Rapporteuse pour le Parlement européen sur le règlement concernant les procédures communes d'asile.
- Rapporteuse pour mon groupe Renew Europe sur le règlement relatif à la gestion de l'asile et la migration.

Mon action sur le terrain :

Pour réussir cette réforme, j'attache beaucoup d'importance à me rendre sur le terrain, au contact des acteurs, pour comprendre les réalités de la migration et l'asile aux quatre coins du continent.



● Visite d'un centre de réfugiés sur l'île de Lampedusa (Italie) en juillet 2021. J'ai répondu à l'invitation de mon collègue **Pietro Bartolo**, ancien médecin de l'île.



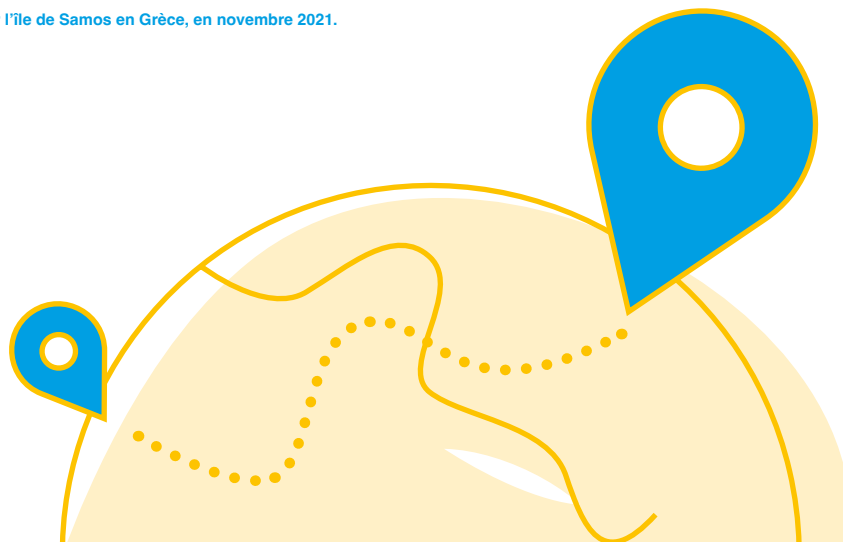
● Rencontre avec les acteurs de terrain qui viennent en aide aux migrants sur l'île de Samos en Grèce, en novembre 2021.



● À la frontière entre la Moldavie, la Roumanie et l'Ukraine, rencontre avec des bénévoles et des réfugiés ukrainiens, en mai 2022. À l'invitation de mon collègue **Vlad Gheorghe**.



● À Calais, en septembre 2022, échanges avec les autorités qui font face aux arrivées de migrants en nombre depuis 2015.



En juin 2022, nous avons eu le plaisir d'accueillir au Parlement européen de Strasbourg les assises européennes du Centre-Ville. Deux jours d'échanges et de rencontres de centaines d'élus locaux venus de toute l'Europe. Le 29 juin, je suis intervenue en clôture de l'événement.



Les échanges avec les citoyens sont pour moi indispensables. Ils contribuent à nourrir mon engagement. Je suis convaincue de la nécessité de vous expliquer mon action et le rôle de l'Europe. Ici avec ma collègue Irène Tolleret sur le Marché de la Meinau à Strasbourg.



La Présidente du Parlement européen Roberta Metsola a invité les membres du Bureau à un séminaire de travail dans la maison de Jean Monnet à Bazoches-sur-Gayonnes. C'est une grande fierté de travailler dans ce cadre exceptionnel. L'audace et la vision des Pères fondateurs de l'Europe sont une source d'inspiration.



Moment de complicité avec la Première ministre Elisabeth Borne, la Ministre des Affaires étrangères Catherine Colonna et plusieurs de mes collègues Renew, dans l'hémicycle de Strasbourg à l'occasion des 70 ans du Parlement européen.



Je me bats contre l'idée selon laquelle l'Europe est éloignée des préoccupations des citoyens. Pour cela, je vais régulièrement à la rencontre des associations, des entreprises, des acteurs engagés pour les plus fragiles. Ici avec Brigitte Klinkert, Ministre de l'insertion (2020-2022), à la rencontre de l'équipe Emmaüs de Mundolsheim.



A l'occasion de la journée de l'Europe le 9 mai, le Mouvement Européen a organisé à Strasbourg une grande marche festive pour célébrer les valeurs européennes. Après avoir défilé dans la ville, nous avons terminé devant le Parlement européen pour rendre un hommage au courage du peuple ukrainien.

Chaque année, la journée "portes ouvertes" du Parlement européen à Strasbourg propose de nombreux débats, animations et accueille des centaines de curieux. Ici lors de l'édition 2022, nous débattons avec mes collègues sur l'avenir de l'Europe.



Le 24 juin 2022, j'ai accueilli au Parlement européen une dizaine de jeunes lycéens venus à vélo depuis le Gard, dans le cadre de la présidence française de l'UE. Une très belle action pour mettre en valeur l'Europe !



En juillet 2020, la Ministre de la Culture Roselyne Bachelot s'est rendue au collège Sophie Germain de Strasbourg. A cette occasion, j'ai eu plaisir d'échanger avec de jeunes élèves passionnés de théâtre.



Moment de détente à Eptfig, en Alsace, avec ma collègue Irène Tolleret, députée européenne mais aussi vigneronne dans l'Hérault. Elle porte avec ténacité les préoccupations des territoires au Parlement européen !



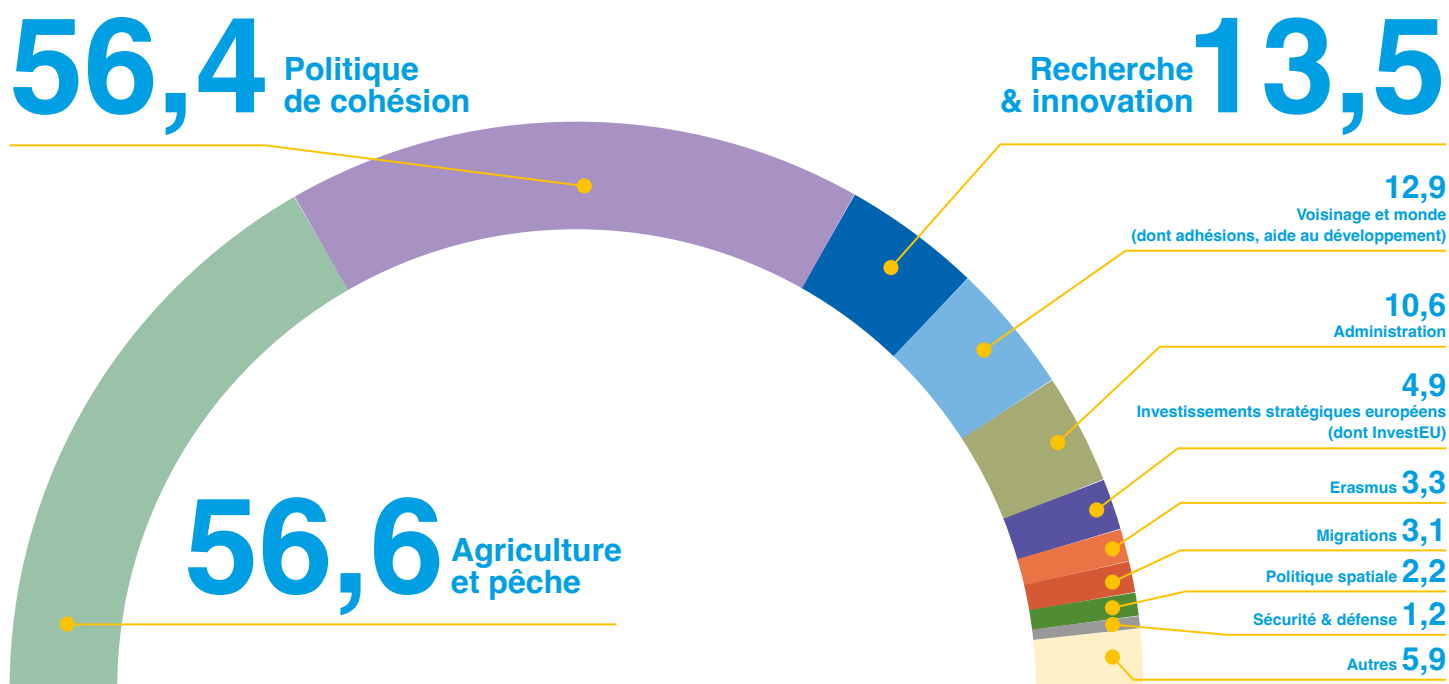
En juillet 2022, le Parlement européen a organisé un concours de dessin pour des enfants de 5 à 12 ans, dans le cadre des 70 ans du Parlement. J'ai été ravie de remettre les prix aux jeunes lauréats. Il y a eu de très beaux dessins !



Dès le début de mon mandat, j'ai eu à cœur d'accueillir de nombreux groupes au Parlement européen de Strasbourg que je conçois comme une maison ouverte aux citoyens. Ici à l'occasion de la journée de l'Europe, le 9 mai.

Le budget : clé de voute de l'Union européenne

Budget de l'UE :
les principales dépenses en 2022
170,6 milliards d'euros
(paiements)



Je siége également en **Commission des Budgets**, dont le rôle principal est d'examiner, négocier et adopter le budget pluriannuel de l'Union européenne.

Le budget c'est la clé de voute de notre organisation, car c'est ce qui permet de financer les politiques et les programmes de l'Union européenne. Il est défini tous les sept ans par un **cadre financier pluriannuel (CFP)** qui détermine les montants qui peuvent être dépensés chaque année. Pour la période 2021-2027, le CFP s'élève à 1074,3 milliards d'euros et il s'accompagne d'un plan de relance de 750 milliards d'euros, appelé **Next Generation EU**.

Ce plan de relance a été mis en place pour aider les États membres à faire face à la crise sanitaire générée par le Covid. **Pour la première fois dans notre histoire européenne, les États membres se sont mis d'accord pour emprunter en commun** et ainsi affronter la crise de manière solidaire. Ce plan s'accompagne de nouvelles ressources propres qui permettront de rembourser le prêt et ainsi éviter de faire porter le poids du plan de relance sur les États et donc sur les citoyens européens.

Depuis 2020 l'Europe est confrontée à de nombreux défis : pandémie de Covid, changement climatique, crise énergétique et guerre en Ukraine. Nous plaidons avec mon groupe Renew Europe pour un budget encore plus ambitieux afin de porter les réformes nécessaires à l'Union européenne et les engagements du Green Deal.

Nous l'avons prouvé pendant la crise sanitaire avec l'achat groupé de vaccins et la mise en place d'un certificat Covid, c'est en étant solidaires et en renforçant la coopération entre les pays européens que nous sommes plus forts.

C'est justement pour un budget 2023 plus ambitieux que je me suis battue dans le cadre des négociations budgétaires annuelles

avec la Commission et le Conseil. J'y participais en tant que rapporteure pour mon groupe, avec mes collègues **Valérie Hayer** et **Nicu Ștefănuță** avec pour objectif une Europe à la hauteur des défis et des enjeux, une Europe aux côtés des citoyens européens. Nous avons ainsi obtenu des engagements financiers supplémentaires pour la santé, le climat, la défense, l'éducation et la gestion de nos frontières.



Les ressources propres

A l'initiative du Parlement européen et notamment de mon groupe Renew Europe, un paquet de nouvelles ressources propres a été adopté en décembre 2020. Parmi celles-ci on retrouve le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, un sujet sur lequel je travaille depuis longtemps et que je me félicite de voir enfin avancer à l'échelle européenne. C'est un levier puissant dans la lutte contre le changement climatique, car il permet de réduire nos émissions de gaz à effet de serre et d'inciter les autres à faire de même.

Ce mécanisme nous permettra également de lutter contre les fuites de carbone, c'est à dire la délocalisation d'industries fortement émettrices en dehors de l'UE pour échapper aux normes d'émissions imposées par l'UE.

Je suis fière de faire partie d'un groupe qui, dès le début de la crise sanitaire en 2020, a été à l'initiative sur le plan budgétaire. Dès les premières semaines nous avons réfléchi à la mise en place d'un plan de relance qui, avec le soutien du couple franco-allemand, a pu se concrétiser.

– Fabienne Keller

Bon à savoir :

Le budget de l'UE représente seulement un peu plus d'1 % de la richesse produite chaque année par les pays membres de l'UE.



Politique immobilière

De 2019 à 2021, j'ai été en charge de l'analyse et de l'approbation des projets immobiliers soumis par les Institutions européennes à la Commission des budgets. Une responsabilité importante pour garantir la bonne utilisation des fonds européens et s'assurer du respect des dernières normes environnementales.



L'action de l'Europe

*«L'Europe
se fera dans
les crises et elle
sera la somme
des solutions
apportées
à ces crises»*

– Jean Monnet

Cette maxime écrite par Jean Monnet dans ses mémoires n'a jamais été aussi vraie qu'aujourd'hui. Entre la crise sanitaire et la guerre en Ukraine, les Européens ont fait face à de multiples difficultés, qui ont mis à rude épreuve notre unité.

Unis

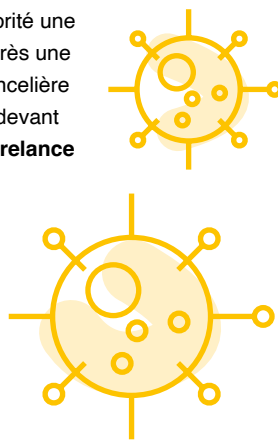
face aux crises

Unis pour vaincre la pandémie

Au début de l'année 2020, alors que le monde entier est progressivement plongé dans un confinement en réaction à la pandémie du Covid-19, **l'Europe s'arme pour affronter ce fléau imprévu.**

Dès le mois de mars, la Commission européenne active **le mécanisme européen de protection civile RescEU** pour soutenir les efforts des États membres dans la lutte contre le virus : rapatriement des citoyens européens, mise en commun d'équipements médicaux, solidarité entre États membres. Très vite, **l'Union européenne s'impose comme l'échelle pertinente pour agir et protéger les citoyens**, et permet des progrès majeurs en matière de santé publique, une compétence jusque-là propre à chaque État membre.

Le 15 mai 2020, le Parlement européen adopte à une large majorité une résolution appelant à un plan de relance économique massif. Après une déclaration commune du Président Emmanuel Macron et la chancelière Angela Merkel, la Commission européenne présente le 27 mai, devant le Parlement européen, une proposition en faveur **d'un plan de relance inédit de 750 milliards d'euros.**



Mon engagement pour le pass sanitaire européen

Avec le suivi progressif des contaminations et le retour à la libre circulation à la fin de l'année 2020, puis en 2021, les États membres ont mis en place des systèmes de certificats permettant de justifier d'une vaccination ou d'une immunité au virus. Très vite, la question de la reconnaissance et la compatibilité des certificats sanitaires entre États membres de l'UE s'est posée. **La libre circulation des personnes au sein de l'espace Schengen est en effet un acquis majeur de la construction européenne** auquel les citoyens sont très attachés, et en particulier les frontaliers.

C'est pourquoi je me suis engagée très tôt, au sein de la commission LIBE, pour faire avancer la proposition de certificat COVID européen adoptée définitivement le 1er juillet 2021, en quelques semaines seulement !

Ce pass sanitaire européen a permis de **faciliter considérablement le retour à la libre circulation dans l'UE**, de réduire les blocages aux points de passage frontaliers. Il s'est rapidement révélé indispensable pour les travailleurs transfrontaliers en Europe.



5 dates clés

28.01.2020

Activation du mécanisme de protection civile de l'UE, alors que le virus arrive progressivement en Europe.

13.03.2020

La Commission européenne présente une réponse immédiate pour atténuer l'impact économique de la pandémie de COVID-19 : mise en œuvre d'une série d'outils tels que les aides d'État, la flexibilité du cadre budgétaire européen, la liquidité du secteur bancaire ou le budget de l'UE.

23.03.2020

L'UE met en place des « voies vertes » pour permettre la continuité de la circulation des marchandises sur tout le territoire européen et garantir la pérennité des chaînes d'approvisionnement.

27.05.2020

Ursula von der Leyen présente au Parlement européen un plan de relance exceptionnel à 750 milliards d'euros. Ce plan inédit sera définitivement validé par le Conseil européen du 10 décembre 2020 et ratifié par l'ensemble des pays membres le 27 mai 2021.

16.06.2020

L'UE dévoile sa stratégie concernant l'achat de vaccins. Objectif : être plus forts ensemble face aux géants pharmaceutiques.



Mon engagement pour les réfugiés Ukrainiens

Le 29 avril 2022, je me suis rendue pour trois jours en Roumanie et en Moldavie à l'invitation de mon collègue député européen roumain **Vlad Gheorghe**. Ces deux pays qui partagent une frontière avec l'Ukraine, ont accueilli des milliers de réfugiés ukrainiens depuis le début de la guerre. L'occasion de faire le point avec les autorités locales sur les conditions d'accueil, sur **le remarquable effort de solidarité des populations locales et aussi sur l'aide de l'Union européenne**.

J'ai également eu l'opportunité de franchir la frontière pour entrer en Ukraine et échanger avec les autorités ukrainiennes de la province de Tchernivtsi. Cette région n'est pas autant touchée par la guerre que celles de l'Est ou du Sud, mais fait face à une arrivée massive de réfugiés venus des autres régions du pays.

L'Europe soudée face au retour de la guerre

Le 24 février 2022, le Président russe Vladimir Poutine annonce l'invasion militaire de l'Ukraine par l'armée russe. Un acte grave et unilatéral, vivement condamné par une grande majorité de dirigeants dans le monde.

Dès le début, L'Union européenne a assuré l'Ukraine de sa pleine solidarité face à la violation intolérable de sa souveraineté.

Moins de trois jours après le début de l'invasion, les 27 pays européens s'unissent

pour décider d'une série d'actions inédites en soutien à l'Ukraine et de sanctions contre la Russie. Notamment l'achat et la livraison d'armes à l'armée ukrainienne. C'est la première fois que l'Union européenne va fournir du matériel militaire à un pays en guerre, y compris des chars de combat.



À la demande du Gouverneur de la Province de Tchernivtsi, **j'ai interpellé la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pour demander un soutien massif de l'Union européenne en faveur de la scolarité des enfants Ukrainiens**, notamment par l'achat et l'envoi de bus, indispensables au ramassage scolaire dans les nombreuses zones rurales du pays. Les bus scolaire ukrainiens ayant été réquisitionnés par l'armée dès le début de la guerre.



Sanctions contre la Russie

Embargo

sur l'essentiel du pétrole, du charbon et de l'or russes.

Gel des avoirs

de la Banque centrale russe hors de Russie.

Fermeture de l'espace aérien européen

à l'aviation russe, des ports de l'UE aux bateaux russes et des routes européennes aux transporteurs russes.

Interdiction

de vente d'avions et d'équipements aux compagnies aériennes russes.

Interdiction

la diffusion dans l'UE des médias Russia Today et Sputnik.

Gel des avoirs

de Vladimir Poutine et de nombreux oligarques russes proches du pouvoir.

Suspension

de la facilitation de visas pour les ressortissants russes dans l'Union européenne.

Aide à l'Ukraine

Plus de 70 000 tonnes

d'aide en nature ont été expédiées en Ukraine grâce au mécanisme de protection civile RescEU.

Plus de 19 milliards

Depuis le début de l'agression russe, l'UE, les États membres et ses institutions financières ont mobilisé plus de 19 milliards d'euros en soutien à l'Ukraine.

Interconnexion

du réseau électrique ukrainien avec celui de l'UE.

Mise en place de « corridors de solidarité »

pour permettre à l'Ukraine d'exporter ses céréales

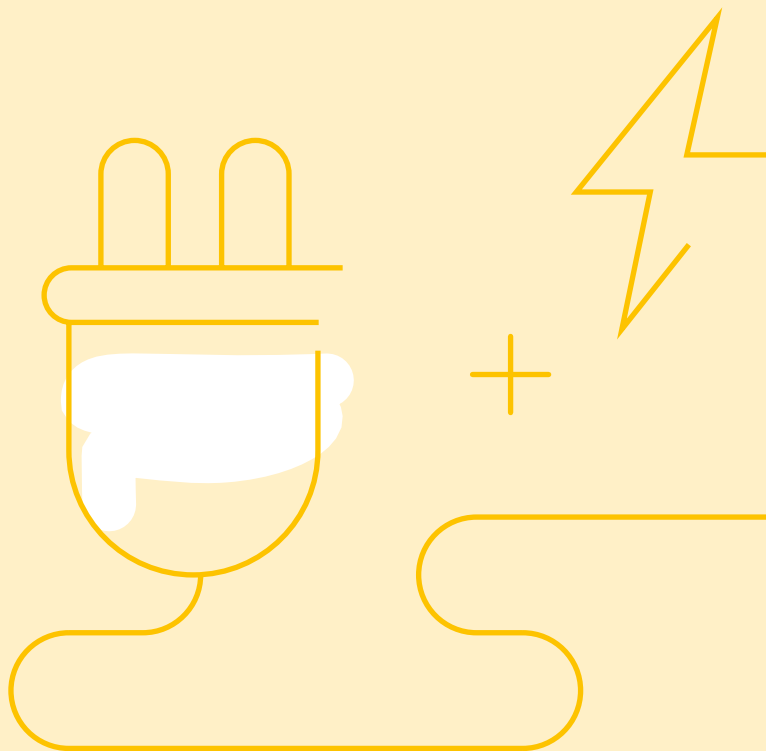
Aide militaire

de plusieurs pays européens, livraison d'armes, de missiles, de véhicules et de matériels militaires.

Activation

du mécanisme de protection temporaire pour une assistance rapide et efficace aux réfugiés ukrainiens dans l'Union européenne.

Octroi à l'Ukraine du statut de candidat officiel à l'entrée dans l'UE.



Actions inédites face à la hausse des prix de l'énergie

La guerre en Ukraine a provoqué une forte augmentation des prix de l'énergie. Cette situation a révélé la trop grande dépendance de l'Europe en gaz vis-à-vis de pays extérieurs nous rendant particulièrement vulnérables dans cette nouvelle crise.

C'est pourquoi, le 20 octobre 2022, les chefs d'État et de gouvernement se sont réunis en Conseil européen pour répondre d'un seul bloc à la crise énergétique, avec trois objectifs : la réduction de la demande en énergie, le maintien de l'approvisionnement et la baisse des prix de l'énergie pour les ménages et les entreprises de l'Union. Parmi les outils retenus, l'Union s'engage à plafonner les prix du gaz, réformer le marché de l'électricité, mettre en place un plan d'économies d'énergies et soutenir davantage le déploiement des énergies renouvelables.



Le 8 juin 2022, le Parlement européen a reçu le Président du Parlement Ukrainien Ruslan STEFANCHUK (ici au centre de la photo, en habits verts kaki).

Engagée pour l'environnement

Faire de l'Europe une puissance verte

Depuis les débuts de mon engagement politique, comme Maire et élue locale puis comme Sénatrice, je suis convaincue de l'importance d'agir pour protéger l'environnement et lutter contre le réchauffement climatique.

Je garde cette conviction au Parlement européen.

J'ai la chance de faire partie d'une assemblée particulièrement consciente de ces enjeux et très engagée pour porter des actions concrètes.

En novembre 2019, le Parlement européen a déclaré l'état d'urgence climatique. Elle est la première assemblée continentale à le faire et montre ainsi sa volonté d'agir sur le sujet. Depuis, nous avons porté des dizaines de lois pour adapter l'Europe au changement climatique et accompagner les citoyens dans l'évolution des comportements.



Un objectif :

faire de l'Europe un continent climatiquement neutre à l'horizon 2050.

Quelques exemples de « lois vertes » votées au Parlement européen depuis 2019 :

- **Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE** prévoit d'imposer un prix du carbone sur certains produits importés et fabriqués par des entreprises hors d'Europe, dont les normes environnementales sont moins ambitieuses. En 2009 déjà, je portais cette idée devant le Sénat français. **Le 13 décembre 2022, la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne se sont engagés sur la mise en place de ce mécanisme.**

- **La Stratégie "Farm to Fork"** prévoit la réduction de moitié de l'usage des pesticides et la réduction de 20 % du recours aux engrais chimiques ainsi que l'objectif d'atteindre 25% de surfaces cultivées en bio. **Nous l'avons votée en octobre 2021.**

- **L'interdiction des véhicules thermiques neufs d'ici 2050.** Cette mesure permettrait d'atteindre l'objectif de réduction des émissions de carbone de 100% d'ici 2050. Un objectif ambitieux, adopté par le Parlement européen le 11 mai 2022.

« Fit for 55 »

C'est le nom des 12 propositions législatives de la Commission européenne visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% au moins d'ici 2030.

L'ambition climatique est également portée au Parlement européen par mes collègues. En tant que Président de la Commission Environnement (ENVI), **Pascal Canfin** a porté de nombreux textes inédits depuis 2019 : urgence climatique, neutralité carbone, transition juste, etc.

Catherine Chabaud met sa passion de la mer au service de la protection des Océans. Elle est à l'origine d'une initiative pour faire reconnaître l'océan comme un bien commun de l'humanité.

Véronique Trillet-Lenoir s'engage dans la lutte contre les substances dangereuses pour la santé. Elle porte notamment l'interdiction du dioxyde de titane dans l'alimentation au niveau européen.

Mon engagement pour les transports

Le 29 janvier 2021, j'ai été nommée membre du Conseil d'Orientation des Infrastructures (COI) en tant qu'invitée permanente. Cette instance nationale a pour objectif de réfléchir et conseiller le Ministre des Transports sur les grandes orientations et investissements en matière de mobilité et de politiques publiques de transports.

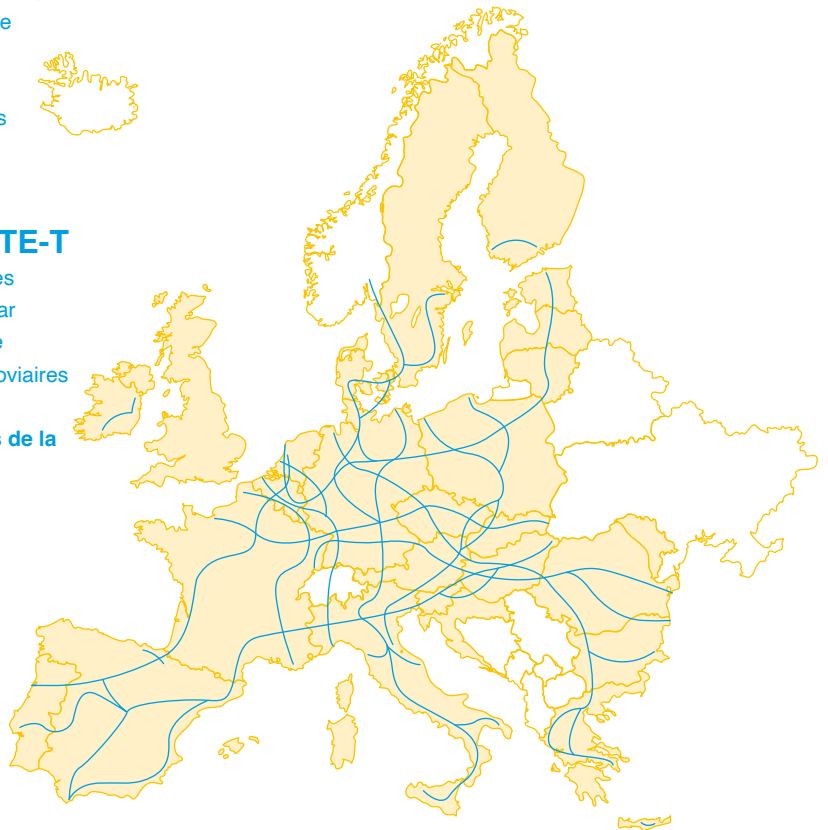
Au sein du COI, je porte une vision européenne. Je suis en effet convaincue que nous gagnons à nous inspirer d'exemples européens, notamment en matière de transports ferroviaires. En tant que Maire de Strasbourg, j'ai accompagné l'arrivée du TGV en 2007 et le développement de la Magistrale européenne. Je sais la pertinence et l'intérêt de ce type de projets, tant pour les citoyens que pour les territoires.

Le réseau transeuropéen de transport, RTE-T

Le RTE-T est un programme de développement des infrastructures de transport de l'Union européenne mis en place conjointement par le Parlement européen et le Conseil. Son objectif est de faciliter le développement des échanges par la mise en place de sillons ferroviaires européens. Avec mon collègue **Dominique Riquet**, qui siège en Commission des Transports (TRAN), nous sommes convaincus de la pertinence de continuer à développer ces réseaux.



Les membres du COI autour de **David Valence**, Président et **Clément Beaune**, Ministre des Transports, le 7 octobre 2022.



Développement des trains de nuit

Le train de nuit représente un mode de transport écologique et apparaît, sur des moyennes ou longues distances, comme une alternative crédible à l'usage de la voiture individuelle ou de l'avion. Après plusieurs années d'abandon progressif, je me réjouis de voir que le train de nuit fait aujourd'hui son retour en grâce en Europe.

Je continue à me battre pour relancer plusieurs lignes de nuit. **Engagée de longue date dans la préservation des trains de nuit**, je suis convaincue de l'importance de développer un vaste réseau de lignes de nuit au niveau européen.



Mon mandat en chiffres



2400

amendements
déposés et soutenus

1700

heures
de train

230

réunions
de Commissions
parlementaires

70

interventions
dans les médias

49

interventions
en séance plénière

30

rapports*

21

réunions publiques
citoyennes

22

missions de terrain
dans toute l'Europe**

... et des heures de débats
avec mes collègues !

*Rapports principaux, rapports pour mon groupe, résolutions, avis.

**Allemagne, Italie, îles Canaries, France (Caen, Calais, Roissy), Grèce, Hongrie, Luxembourg, Moldavie, Pologne, Portugal, Roumanie, Sicile, Ukraine, Washington, etc.

La Présidence Française du Conseil de l'Union européenne (PFUE)

Durant le mandat, la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne est revenue à la France, entre le 1er janvier et le 30 juin 2022.

Cette Présidence française, grâce à la volonté et l'impulsion d'Emmanuel Macron, a été une occasion unique pour la France de faire avancer des textes européens bloqués depuis longtemps.

La France a pris la Présidence du Conseil de l'Union européenne au 1er janvier 2022, pour 6 mois. Pour l'occasion, la Tour Eiffel a été illuminée aux couleurs du drapeau européen.



10 victoires pour la PFUE

01

Une taxe carbone aux frontières de l'UE.

02

Six paquets de sanctions contre la Russie.

03

La fin de la vente de voitures neuves, essence et diesel, en 2035.

04

L'adoption d'une "boussole stratégique" pour la politique de sécurité et de défense de l'UE.

05

La régulation des marchés et services numériques.

06

Des salaires minimaux adéquats dans tous les pays de l'UE.

07

Un plan d'urgence sanitaire pour l'UE.

08

Un instrument de réciprocité dans l'accès aux marchés publics et le contrôle des subventions étrangères déloyales.

09

La directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises.

10

La conférence sur l'avenir de l'Europe.







Venez visiter le Parlement européen !



Tout au long de l'année, venez visiter le Parlement européen à Strasbourg. En famille, entre amis ou en groupes, poussez les portes de la maison des citoyens européens, entrez dans l'hémicycle et découvrez le travail législatif.

Restons en contact

Pour me contacter à Strasbourg

Permanence parlementaire
2, rue du Saumon, 67000 Strasbourg
Tel : 03.88.16.17.43

Pour me contacter à Bruxelles

Tel : +32 228 451 96
Mail : fabienne.keller@europarl.europa.eu

Mon équipe



Clément Heberle, Marie Bourgoïn, Amelle Generoso,
Béatrice Nick, Fabienne Keller et Cédric Bourlier.

Document réalisé par l'équipe de Fabienne Keller
Crédits photo : © European Union 2022 - Source :
EP ; © Jonathan SARAGO / MEAE
Design et production : Margot Bellanger

À vous de jouer!

À quel pays correspond chaque drapeau ci-dessous ?



1. _____



2. _____



3. _____



4. _____



5. _____



6. _____



7. _____



8. _____



9. _____



10. _____



11. _____



12. _____



13. _____



14. _____



15. _____



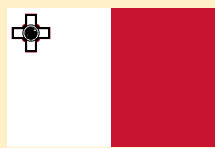
16. _____



17. _____



18. _____



19. _____



20. _____



21. _____



22. _____



23. _____



24. _____



25. _____



26. _____



27. _____

**N'attendons pas
une meilleure Europe,
changeons-la !**



Retrouvons-nous sur les réseaux sociaux

@Fabienne_Keller



**renew
europe.**

DÉLÉGATION
**L'EUROPE
ENSEMBLE**
AU PARLEMENT EUROPÉEN